



Ensemble, contre l'extrême droite

Appel commun

Nous, syndicats et associations, avons décidé d'agir ensemble sur tous les territoires pour battre l'extrême droite lors des élections législatives des 30 juin et 7 juillet 2024 et porter ensemble des mesures concrètes de solidarité, d'égalité et de justice.

Nous en appelons à la mobilisation de toutes et tous.

La victoire des extrêmes droites aurait les mêmes conséquences dramatiques que celles qu'on a pu voir là où elles ont pu gouverner ou gouvernement. Aux Etats-Unis de Trump, dans la Russie de Poutine, la Hongrie de Orbán, l'Argentine de Milei, la Pologne du PiS, l'Italie de Meloni, la liberté est piétinée, les droits ont été bafoués, les services publics et les politiques sociales, étranglés. Dans tous ces pays, la violence, la haine de l'autre ont remplacé les valeurs d'égalité, de solidarité, de fraternité.

Nous devons tout faire pour éviter que cela ne nous arrive.

Certes, la défaite des extrêmes droites ne suffira pas à garantir la mise en œuvre de politiques publiques répondant aux inégalités, injustices, et à l'urgence sociale et environnementale. Mais sa victoire en compromettrait radicalement la perspective.

Le recul des droits, la régression des libertés auxquels nous avons assisté ces dernières années, les choix politiques tournant le dos au progrès social, la maltraitance des précaires, l'abandon des services publics, le mépris des mouvements sociaux d'ampleur, comme le combat contre la réforme des retraites, constituent le terreau sur lequel l'extrême droite a prospéré.

Battre l'extrême droite dans les urnes, combattre son projet raciste doit se conjuguer à l'émergence d'un changement profond, de ruptures sociales et écologiques et d'effectivité des droits.

Il est donc crucial que chacune et chacun trouve dans l'exercice électoral le prolongement des mobilisations et aspirations communes. Une réponse de l'ensemble des forces politiques considérant que les droits sont les mêmes pour toutes et tous est indispensable.

Nous, syndicats et associations, serons exigeants pour que les réponses que nous portons pèsent aujourd'hui et demain dans un dialogue social et civil effectif.

Dans la société que nous voulons, la liberté, l'égalité, la démocratie, la solidarité et l'Etat de droit ne sont pas des mots vides de sens mais les principes mêmes qui organisent notre vie commune, notre avenir commun. Sur ces bases, face aux tenants de la haine, du racisme, de l'antisémitisme, du sexisme, de la LGBTQI+phobie, de la régression sociale, et de la destruction du vivant : des alternatives de rupture sont nécessaires.

Ensemble, nous en appelons à la mobilisation citoyenne. Sans attendre, nous appelons à participer dès ce week-end à toutes les manifestations partout en France.

Un appel à l'initiative de la LDH (Ligue des droits de l'Homme) et Cimade, Confédération française démocratique du travail (CFDT), Confédération générale du travail (CGT), Fédération des acteurs de la solidarité (Fas), Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSF), Fédération syndicale unitaire (FSU), Greenpeace France, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap), Oxfam France, SOS Racisme, Syndicat des avocats de France (Saf), Syndicat de la Magistrature (SM), Union nationale des syndicats autonomes (Unsa), Union syndicale Solidaires

Parmi les autres signataires : Antony Terre Citoyenne, Collectif citoyen chatenaisien

Paris, le 12 juin 2024